

Lettre de la Fédération des groupements et syndicats des industriels, commerçants et artisans du département de la Sarthe à Christian Pineau sur son soutien au projet de marché commun (19 janvier 1957)

Légende: Le 19 janvier 1957, le président de la Fédération des groupements et syndicats des industriels, commerçants et artisans du département de la Sarthe, adresse une lettre au ministre français des Affaires étrangères Christian Pineau, dans laquelle il fait part du changement d'opinion de la FICA à l'égard du projet de marché commun. Après une analyse détaillée, la FICA se prononce en faveur du marché commun et espère que toutes les mesures seront prises pour que la France aborde cette épreuve dans les meilleures conditions possibles.

Source: [Lettre de la Fédération des groupements et syndicats des industriels, commerçants et artisans du département de la Sarthe à Monsieur Christian Pineau, ministre des Affaires étrangères (19 janvier 1957)]. 3p. Archives historiques de l'Union européenne. Ministère des Affaires étrangères français. MAEF.DECE. Division économique et financière: service de coopération économique (1945-1967). Communauté économique européenne, MAEF.DECE-5. Intervention des associations et des syndicats organisation des services français responsables des questions d'intégration économique européenne, MAEF-628.

Copyright: (c) Ministère des Affaires étrangères de la République Française
Avec l'autorisation du ministère des Affaires Etrangères

Avertissement: Ce document a fait l'objet d'une reconnaissance optique de caractères (OCR - Optical Character Recognition) permettant d'effectuer des recherches plein texte et des copier-coller. Cependant, le résultat de l'OCR peut varier en fonction de la qualité du document original.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/lettre_de_la_federation_des_groupements_et_syndicats_des_industriels_commerçants_et_artisans_du_département_de_la_sarthe_a_christian_pineau_sur_son_soutien_au_projet_de_marche_commun_19_janvier_1957-fr-f5095d32-1198-47ee-b18b-fd5f8cd7affb.html



Date de dernière mise à jour: 06/01/2017

F. I. C. A.

FÉDÉRATION DES GROUPEMENTS
ET SYNDICATS DES INDUSTRIELS,
COMMERÇANTS ET ARTISANS DU
DÉPARTEMENT DE LA SARTHE

SIÈGE SOCIAL :
12, RUE COURTHARDY
LE MANS

Téléphone 29-66 et 32-14
C.C.P. Rennes 24.498

Le Mans, le

19 Janvier 1957.

35

873

Monsieur PINEAU
Ministre des Affaires Etrangères
54 rue de Verneuil
P A R I S.

Monsieur le Ministre,

Au moment où le Parlement examine le projet de Marché Commun, nous tenons à vous faire connaître l'opinion de la grande majorité des industriels et commerçants sur cette importante question.

Nos entreprises sont d'autant plus conscientes de la gravité d'une discussion d'où dépend l'avenir du Pays qu'elles sont appelées à supporter, les premières, les conséquences des décisions prises. L'existence de la plupart d'entre elles dépend de la manière dont le problème sera résolu.

Trois solutions sont actuellement possibles: le refus du projet, c'est-à-dire le maintien du statu quo; la création d'une zone de libre échange, proposée par la Grande-Bretagne; et l'acceptation, avec les réserves nécessaires, du Marché Commun.

La première solution sauvegarde l'immédiat. Pendant assez longtemps, elle nous a paru la plus sage et, sur le plan de l'indépendance nationale, la plus digne. Mais des faits nouveaux nous ont amenés à considérer qu'elle compromettrait à échéance l'avenir du pays et, par conséquent, ne pouvait être retenue.

Parmi les raisons de ce changement d'opinion nous citerons :

- 1°) Les évènements de ces derniers mois, qui ont montré à ceux qui pouvaient en douter l'impossibilité pour un pays manquant des matières premières essentielles de vivre en autarcie.
- 2°) La certitude, confirmée par le déficit de notre Commerce extérieur en 1956, que, l'excès des charges des entreprises ne permet plus à l'économie française d'être compétitive sur les marchés internationaux et de compenser par ses exportations ses achats de matières premières.
- 3°) La conscience que, même si le Gouvernement revenait à une politique plus sage, qui abaisserait les charges des entreprises et favoriserait les investissements, un pays comme le nôtre a un marché trop étroit pour prétendre à une économie à haute productivité.

....

.....

La seconde solution, c'est-à-dire la création d'une zone de libre échange, ne nous paraît pas davantage pouvoir être retenue. Non seulement elle laisse subsister l'obstacle majeur résultant de l'élévation des prix français, mais en plus elle présente ce danger d'être volontairement limitée à la production industrielle, qu'on ne peut dissocier de la production agricole. En fait, il s'agit d'un projet conçu par la Grande-Bretagne pour faire échec à une Entente continentale, projet qui ne prendrait consistance que si devait échouer le projet du Marché Commun.

Dans l'état actuel des choses, cette troisième solution du Marché Commun nous paraît le moindre mal. Certes, il est fâcheux, et même humiliant, pour la France, de ne pouvoir l'accepter qu'avec des réserves et de faire figure, vis-à-vis des autres contractants, d'un pays économiquement inadapté. Il est également pénible pour nos industriels de devoir dire que c'est la seule solution possible, non seulement parce que le Territoire national est devenu trop étroit au point de vue économique, mais aussi parce que la concurrence internationale directe est la seule chance qui leur reste de freiner une démagogie fiscale et sociale mortelle pour le pays. Quand seront tombées les barrières douanières à l'abri desquelles peut s'exercer, pendant un certain temps, cette démagogie, quand les Gouvernements ne pourront décider une charge nouvelle que dans la mesure où les autres contractants l'auront acceptée, il est permis d'espérer que l'économie française, soumise désormais aux mêmes charges que ses concurrentes, prendra la première place dans le Marché Commun.

Les réserves que la France doit faire accepter sont trop évidentes pour que nous ayons à en discuter. Rappelons simplement qu'il s'agit : de l'égalisation progressive des charges fiscales et sociales, de l'acceptation d'une mise en route progressive (avec paliers de contrôle, et, éventuellement, d'attente), de la définition de mesures de sécurité pour les entreprises ou pour les travailleurs qui seront victimes du nouvel état de choses, de la défense de la monnaie, et enfin de l'intégration de l'Union Française dans le dispositif. Nous savons que des discussions sur ces divers points sont en cours et que, dès maintenant, des résultats satisfaisants ont été obtenus.

Nos conclusions sont donc en faveur du Marché Commun. Mais nous savons qu'il s'agit d'une réelle aventure, riche en possibilités heureuses si elle réussit, mais redoutable si elle échoue.

Il importe donc que toutes mesures soient prises pour que la France aborde l'épreuve dans les meilleures conditions possibles. Ceci suppose que le Gouvernement ou, à son défaut, le Parlement, aura la sagesse, non seulement de ne plus imposer de charges nouvelles, mais encore de réduire les charges actuelles en supprimant les dépenses et les subventions abusives.

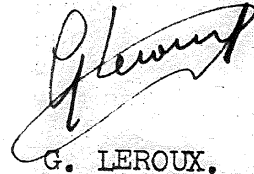
.....

.....

Nous vous demandons donc de vous opposer, s'il y a lieu, aux charges nouvelles que l'on envisage de créer: augmentation de la T.V.A., imposition du stock-outil, augmentation des délais de préavis de licenciement, réforme de la Médiation, etc.. De même souhaitons-nous que vous fassiez pression sur le Gouvernement pour qu'il cesse de consacrer une partie des devises étrangères ou de ses disponibilités à un maintien artificiel de l'indice des 213 articles. Si cet indice dépasse la cote critique de 149,1, rien n'impose au Gouvernement de déclencher, à la veille de l'ouverture du Marché Commun, une hausse générale des salaires, entraînant à son tour une nouvelle hausse des prix. L'échelle mobile a, en effet, été appliquée par avance, puisque le salaire minimum réel est passé de l'indice 100 à l'indice 126 alors que les prix n'ont augmenté que de quelques points. C'est même l'avance trop rapide du pouvoir d'achat par rapport à la production qui est actuellement une des sources principales d'inquiétude, l'économie française se trouvant étouffée entre des prix de vente bloqués et des prix de revient considérablement accrus.

Veillez agréer, Monsieur le **Ministre**, l'expression de nos sentiments les plus distingués.

Le Président:



G. LEROUX.